

Mairie de Guipavas

NOTE D'ANALYSE RETRO-PROSPECTIVE

Document définitif

Yvan Pellé et Yann Le Meur

Rennes, le 27 juin 2014

Note d'analyse - 14eYM1548.docx

NOTE D'ANALYSE RETRO-PROSPECTIVE

La ville de Guipavas a dégagé dans le passé une épargne nette importante, égale en moyenne à **1 M€**, finançant sur la période 28% des **3,8 M€** d'investissements annuels. L'épargne nette a cru fortement entre 2008 et 2012, année où elle a atteint 1,6 M€, mais elle chute ensuite de manière phénoménale pour se fixer à 887 K€ en 2013 et à **416 K€** prévus en 2014.

La progression de l'épargne nette en première période (2008-2012) est à relier à un certain nombre de facteurs favorables. L'élévation de la pression fiscale (effet-taux et effet-abattement de TH) a généré, avec des progressions du taux de foncier bâti de **6%** et d'un équivalent taux de TH de **9,4%**, un supplément annuel de ressources de **425 K€**. Par ailleurs, la Ville a bénéficié d'une bonne dynamique de bases d'imposition notamment en foncier bâti industriel et commercial,. En 2009, le produit du foncier bâti industriel et commercial, bénéficiant de l'arrivée en imposition d'IKEA, a augmenté de **385 K€**. Les droits de mutation ont augmenté de **107 K€** entre 2008 et 2012. Les dotations de l'Etat (DGF élargie au FPIC et aux compensations fiscales) ont aussi progressé entre 2008 et 2012 de manière significative (**304 K€**), en raison de la croissance démographique et de l'apparition de trois dotations de péréquation (atteignant 295 K€ en 2012, contre 0 en 2007 et 88 en 2008).

Si, dans la deuxième période (2012-2014), la baisse des dotations (-64 K€) et des droits de mutation (-77 K€) pénalise certes la Ville, la chute de l'épargne nette s'explique en très grande majorité par la forte augmentation des charges de fonctionnement courant strictes (+1,3 M€, soit **+16,8%**) quand l'annuité de la dette, partant de bas, explose (augmentation de 521 K€).

Dans l'ensemble temporel s'étalant de 2007 à 2014, les charges de fonctionnement courant strictes (hors atténuations, dont l'attribution de compensation) ont progressé en moyenne de 9,2%, soit **7,6%** hors inflation (évolution réelle). Le constat de cette très forte augmentation doit être un peu nuancé par le fait que sont apparues dans le même temps des recettes d'exploitation (crèches, haltes-garderies) et des participations (CAF, prestations enfance...). Les produits de fonctionnement ont augmenté en moyenne annuelle de 6%, soit **4,4%** en termes réels (hors inflation).

L'encours de dette, très faible en 2007 (1,6 M€), atteint **10,3 M€** en fin 2014. Le délai de désendettement (nombre d'années d'épargne brute pour rembourser l'encours), égal à 1 en fin 2007 et à 3,2 en fin 2012, se situe en fin 2014 à **8,9**, au-delà du seuil de zone à risque (8 ans).

Epargnes brute et nette

K€	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
EPARGNE BRUTE (EB)	1 535	928	1 219	1 678	1 605	1 981	1 391	1 156
- Capital	303	261	321	372	331	382	505	740
= EPARGNE NETTE (EN)	1 232	667	898	1 305	1 274	1 599	887	416

Annuité de la dette

K€	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Annuité de dette totale	379	330	421	517	486	597	797	1 118

Encours et délai d'extinction de la dette

K€	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Encours au 31.12	1 580	2 819	2 498	4 125	3 795	6 413	8 658	10 318
Epargne brute	1 535	928	1 219	1 678	1 605	1 981	1 391	1 156
ENCOURS au 31/12 / EPARGNE BRUTE	1,0	3,0	2,0	2,5	2,4	3,2	6,2	8,9

La simulation 1 cherche en quelque sorte à reproduire *a minima* le niveau de réalisations du passé hors grands chantiers et fonctionnement induit. A cette fin, il est fait l'hypothèse que l'investissement futur serait réduit de moitié par rapport au montant enregistré dans la période rétrospective (3,84 M€ par an, donnant à peu près 4 M€ par an après actualisation). De même, le taux annuel d'évolution réelle (hors inflation¹) des charges de fonctionnement (7,6%) serait divisé par deux. Cela donne un investissement de **2 M€** par an et une évolution réelle annuelle des charges de fonctionnement courant strictes de **3,8%**. Ces chiffres s'approchent de ceux constatés en investissement en 2008 (2,45 M€) et en fonctionnement en 2012 (+4%), années de leurs niveaux respectifs les plus bas.

Par hypothèse, les bases nettes d'imposition varient, en termes physiques (hors actualisation), de 2,1% par an en taxe d'habitation et de 3% par an en foncier bâti global. La pression fiscale stagne, le taux de TH se stabilisant à 19,07% et celui de foncier bâti à 16,47% tandis que la politique d'abattement de taxe d'habitation reste en l'état.

L'ensemble de ces hypothèses aboutit dès 2015 à une épargne nette négative, laquelle se dégrade fortement pour se fixer à **-2,5 M€** en 2020. Le délai de désendettement dépasse 15 années dès 2015 et n'est plus calculable en fin de période car l'épargne brute est négative. La commune se trouve en déséquilibre légal à partir de 2016, comme le montre la négativité, synonyme de tutelle, de l'indice RPI (emprunt et subventions sont affectés au remboursement du capital de la dette). Il faudrait augmenter la pression fiscale de 25% pour rétablir la situation (dont 7,2 % pour compenser la ponction pour redressement des comptes publics et 8,7 % en comptant aussi la perte des 130 K€ de DSU).

Les causes de cette situation catastrophique se trouvent d'abord dans la trop forte évolution retenue des charges de fonctionnement, qui doivent notamment intégrer l'effet financier de l'amélioration du régime indemnitaire et de l'augmentation des tickets-restaurant (126 K€ en 2020).

D'un autre côté, la Ville se trouve confrontée à une réduction phénoménale de ses dotations globales reçues de l'Etat, et ceci à deux niveaux : en premier lieu, l'effort progressif de redressement des comptes publics se traduira, pour Guipavas, par une ponction de 625 K€ par an sur sa DGF à partir de 2017 (6,2% des recettes réelles de fonctionnement net). En second lieu, la Ville perd sa dotation de solidarité urbaine (DSU), égale en 2014 à 130 K€ tandis que sa dotation nationale de péréquation sera réduite de moitié (-36 K€). En dépit de la montée en puissance du fonds de péréquation intercommunal et communal (FPIC), qui atteint 89 K€ en 2020, les dotations larges perdent 794 K€ entre 2013 et 2020 (-750 si on part de 2014). Entre 2013 et 2020, elles passent de 2 094 K€ à 1 300 K€, diminuant nominalement de -38%, ce à quoi il convient d'ajouter l'érosion monétaire (1,3% par an).

Si la progression physique future des bases nettes d'imposition de foncier bâti reste confortable (3% par an), elle est loin d'atteindre les évolutions passées, très favorables (5,6% par an, liées aux bases d'IKEA et au foncier bâti industriel et commercial en général)².

En réalité, l'amoindrissement marqué de la progression des recettes fiscales, qu'expliquent à la fois de moindres perspectives d'évolution des bases de foncier bâti et la volonté de ne plus recourir ni à l'effet-taux ni à l'effet-abattement, ne permet pas de faire face aux pertes de dotations calculées

¹ Inflation fixée par hypothèse à 1,3% par an.

² Les bases nettes de TH augmentent par hypothèses de 2,1 % par an entre 2014 et 2020, contre 2,7% par an entre 2007 et 2014, dont 8,6 % en 2011 en raison d'un effet abattement. Les bases brutes de TH augmentent par hypothèse de 1,9 % par an entre 2014 et 2020, contre 1,4% par an entre 2007 et 2014.

dans cette étude et, surtout, n'autorise plus à augmenter aussi fortement qu'avant les frais de fonctionnement, même si on en divise l'évolution de moitié.

Ecran général de test – Simulation 1

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ev° Taux d'Imposition	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Produit fiscal strict	6 973	7 249	7 533	7 822	8 118	8 420	8 730
Autres impôts et taxes	985	1 007	1 028	1 049	1 068	1 090	1 113
Dotations et participations	2 920	2 605	2 344	2 150	2 140	2 130	2 130
Autres produits fct courant	1 043	1 046	1 050	1 053	1 057	1 060	1 064
Produits exceptionnels larges	20	20	20	20	20	20	20
Produits de Fonctionnement	11 941	11 928	11 974	12 095	12 402	12 720	13 056
Ev° réelle Charges fct courant strictes	4,4%	3,8%	3,8%	3,8%	3,8%	3,8%	3,8%
Charges fct courant strictes	8 754	9 205	9 679	10 177	10 701	11 252	11 832
Atténuations de produits	1 647	1 647	1 647	1 647	1 647	1 647	1 647
Ch. exceptionnelles larges	6	6	6	6	6	6	6
Annuité de dette	1 118	1 151	1 244	1 367	1 580	1 829	2 119
Ch. de Fonctionnement larges	11 525	12 008	12 575	13 197	13 934	14 734	15 603
Epargne nette	416	-80	-602	-1 102	-1 532	-2 014	-2 548
Rec.Inv. hs Emprunt	1 364	777	396	396	396	396	396
Var Excédent	264	0	0	0	0	0	0
Dép Inv. hs Capital	3 916	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Dép Inv. hs Dette	3 916	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Emprunt	2 400	1 303	2 206	2 707	3 136	3 618	4 152
Variables de pilotage	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Taux TH	19,07%	19,07%	19,07%	19,07%	19,07%	19,07%	19,07%
Encours (31.12)	10 318	10 839	12 185	13 947	15 980	18 308	20 952
Ep brute	1 156	702	258	-158	-429	-724	-1 039
Encours (31.12) / Ep brute	8,9	15,4	47,2	-88,1	-37,3	-25,3	-20,2
RPI : indice	1,5	0,9	-1,0	-2,7	-4,2	-5,8	-7,6

La simulation 2 se veut référence. Compte tenu des contraintes, l'hypothèse ici retenue rompt fermement avec la pratique du passé et se fixe un objectif, considéré atteignable, de limitation maximum des charges de fonctionnement courant strictes dont l'évolution réelle (hors inflation) est fixée à **0,8%** par an (1% à partir de 2016). A effectif constant, les frais de personnel n'augmentent que de 0,7% par an en plus de l'inflation (1,3%), après comptabilisation du coût du régime indemnitaire, des tickets-restaurant et du GVT (glissement vieillesse technicité). L'investissement est de **2 M€** par an. La pression fiscale est toujours inchangée. L'ampleur de ce double abaissement n'est pas suffisante pour empêcher la chute de l'épargne nette qui passe en dessous de zéro dès 2017 et se dégrade structurellement jusqu'à se positionner à **-195 K€** en fin de période. Avec un encours qui s'envole (14 M€ en 2020), le délai de désendettement se situe à **13,6** années en 2020, non loin de la limite absolue des 15 ans.

Ecran général de test – Simulation 2

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ev° Taux d'Imposition	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Produit fiscal strict	6 973	7 249	7 533	7 822	8 118	8 420	8 730
Autres impôts et taxes	985	1 007	1 028	1 049	1 068	1 090	1 113
Dotations et participations	2 920	2 605	2 344	2 150	2 140	2 130	2 130
Autres produits fct courant	1 043	1 046	1 050	1 053	1 057	1 060	1 064
Produits exceptionnels larges	20	20	20	20	20	20	20
Produits de Fonctionnement	11 941	11 928	11 974	12 095	12 402	12 720	13 056
Ev°réelle Charges fct courant strictes	4,4%	-0,1%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
Charges fct courant strictes	8 754	8 860	9 062	9 270	9 482	9 699	9 921
Atténuations de produits	1 647	1 647	1 647	1 647	1 647	1 647	1 647
Ch. exceptionnelles larges	6	6	6	6	6	6	6
Annuité de dette	1 118	1 151	1 215	1 283	1 412	1 543	1 677
Ch. de Fonctionnement larges	11 525	11 664	11 929	12 206	12 547	12 895	13 251
Epargne nette	416	264	45	-111	-145	-175	-195
Rec.Inv. hs Emprunt	1 364	777	396	396	396	396	396
Var Excédent	264	0	0	0	0	0	0
Dép Inv. hs Capital	3 916	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Dép Inv. hs Dette	3 916	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Emprunt	2 400	959	1 560	1 716	1 749	1 779	1 799
Variables de pilotage	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Taux TH	19,07%	19,07%	19,07%	19,07%	19,07%	19,07%	19,07%
Encours (31.12)	10 318	10 494	11 212	12 037	12 790	13 464	14 042
Ep brute	1 156	1 046	886	780	851	931	1 026
Encours (31.12) / Ep brute	8,9	10,0	12,7	15,4	15,0	14,5	13,7

La simulation 3 conserve les **0,8%** d'évolution réelle des charges de fonctionnement courant strictes et abaisse l'investissement moyen jusqu'à son niveau incompressible, soit **1,17 M€** par an (2 M€ en 2015 compte tenu des coups partis et 1 M€ par an par la suite). L'épargne est positive en fin de période, mais faible (**151 K€**). Le délai de désendettement reste dans la zone à risque, avec **8,1** années.

Ecran général de test – Simulation 3

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ev° Taux d'Imposition	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Produit fiscal strict	6 973	7 249	7 533	7 822	8 118	8 420	8 730
Autres impôts et taxes	985	1 007	1 028	1 049	1 068	1 090	1 113
Dotations et participations	2 920	2 605	2 344	2 150	2 140	2 130	2 130
Autres produits fct courant	1 043	1 046	1 050	1 053	1 057	1 060	1 064
Produits exceptionnels larges	20	20	20	20	20	20	20
Produits de Fonctionnement	11 941	11 928	11 974	12 095	12 402	12 720	13 056
Ev°réelle Charges fct courant strictes	4,4%	-0,1%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
Charges fct courant strictes	8 754	8 860	9 062	9 270	9 482	9 699	9 921
Atténuations de produits	1 647	1 647	1 647	1 647	1 647	1 647	1 647
Ch. exceptionnelles larges	6	6	6	6	6	6	6
Annuité de dette	1 118	1 151	1 215	1 198	1 247	1 292	1 331
Ch. de Fonctionnement larges	11 525	11 664	11 929	12 121	12 382	12 643	12 905
Epargne nette	416	264	45	-26	20	77	151
Rec.Inv. hs Emprunt	1 364	777	396	251	251	251	251
Var Excédent	264	0	0	0	0	0	0
Dép Inv. hs Capital	3 916	2 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Dép Inv. hs Dette	3 916	2 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Emprunt	2 400	959	560	776	729	672	599
Variables de pilotage	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Taux TH	19,07%	19,07%	19,07%	19,07%	19,07%	19,07%	19,07%
Encours (31.12)	10 318	10 494	10 212	10 150	9 988	9 716	9 320
Ep brute	1 156	1 046	886	812	911	1 021	1 146
Encours (31.12) / Ep brute	8,9	10,0	11,5	12,5	11,0	9,5	8,1

La simulation 4 reconstitue l'investissement à hauteur de **2 M€** par an. L'équilibre est alors recherché dans les charges de fonctionnement courant strictes qui sont gelées en valeur (**0%**). Elles ne font que suivre l'inflation (1,3%). Le niveau de l'épargne nette est dans ces conditions acceptable en 2020 (**359 K€**), mais le délai de désendettement reste encore trop élevé (**8,3**). A horizon 2020, l'économie de fonctionnement nécessaire, par rapport à la simulation 2 de référence, est de 470 K€. Compte tenu de la jeunesse d'un certain nombre d'agents et des effets à retardement liés au régime indemnitaire, ce chiffre semble difficile à atteindre.

Ecran général de test – Simulation 4

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ev° Taux d'Imposition	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Produit fiscal strict	6 973	7 249	7 533	7 822	8 118	8 420	8 730
Autres impôts et taxes	985	1 007	1 028	1 049	1 068	1 090	1 113
Dotations et participations	2 920	2 605	2 344	2 150	2 140	2 130	2 130
Autres produits fct courant	1 043	1 046	1 050	1 053	1 057	1 060	1 064
Produits exceptionnels larges	20	20	20	20	20	20	20
Produits de Fonctionnement	11 941	11 928	11 974	12 095	12 402	12 720	13 056
Ev°réelle Charges fct courant strictes	4,4%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Charges fct courant strictes	8 754	8 860	8 976	9 092	9 210	9 330	9 451
Atténuations de produits	1 647	1 647	1 647	1 647	1 647	1 647	1 647
Ch. exceptionnelles larges	6	6	6	6	6	6	6
Annuité de dette	1 118	1 151	1 215	1 276	1 389	1 495	1 593
Ch. de Fonctionnement larges	11 525	11 664	11 843	12 021	12 252	12 478	12 697
Epargne nette	416	264	131	74	150	243	359
Rec.Inv. hs Emprunt	1 364	777	396	396	396	396	396
Var Excédent	264	0	0	0	0	0	0
Dép Inv. hs Capital	3 916	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Dép Inv. hs Dette	3 916	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Emprunt	2 400	959	1 474	1 530	1 454	1 362	1 246
Surplus de Ch Fct	0	0	-86	-178	-272	-369	-470
Variables de pilotage	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Taux TH	19,07%	19,07%	19,07%	19,07%	19,07%	19,07%	19,07%
Encours (31.12)	10 318	10 494	11 126	11 770	12 243	12 529	12 607
Ep brute	1 156	1 046	972	960	1 132	1 318	1 526
Encours (31.12) / Ep brute	8,9	10,0	11,4	12,3	10,8	9,5	8,3

La simulation 5 vise avant tout à faire passer le délai de désendettement au dessous de la barre de 8 ans, sans recours à la pression fiscale. Elle joue à la fois sur l'investissement et sur le fonctionnement. Les charges de fonctionnement courant strictes évoluent en termes réels de **0,2%** par an (375 K€ d'économies en fin de période) tandis que le volume d'investissement annuel se fixe à **1,7 M€** par an (2 M€ en 2015 et 1,6 M€ par an ensuite).

Ecran général de test – Simulation 5

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ev° Taux d'Imposition	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Produit fiscal strict	6 973	7 249	7 533	7 822	8 118	8 420	8 730
Autres impôts et taxes	985	1 007	1 028	1 049	1 068	1 090	1 113
Dotations et participations	2 920	2 605	2 344	2 150	2 140	2 130	2 130
Autres produits fct courant	1 043	1 046	1 050	1 053	1 057	1 060	1 064
Produits exceptionnels larges	20	20	20	20	20	20	20
Produits de Fonctionnement	11 941	11 928	11 974	12 095	12 402	12 720	13 056
Ev°réelle Charges fct courant strictes	4,4%	-0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Charges fct courant strictes	8 754	8 860	8 993	9 129	9 266	9 405	9 546
Atténuations de produits	1 647	1 647	1 647	1 647	1 647	1 647	1 647
Ch. exceptionnelles larges	6	6	6	6	6	6	6
Annuité de dette	1 118	1 151	1 215	1 192	1 229	1 338	1 430
Ch. de Fonctionnement larges	11 525	11 664	11 861	11 974	12 147	12 396	12 628
Epargne nette	416	264	113	121	255	325	427
Rec.Inv. hs Emprunt	1 364	777	396	251	251	396	396
Var Excédent	264	0	0	0	0	0	0
Dép Inv. hs Capital	3 916	2 000	1 000	1 000	2 000	2 000	2 000
Dép Inv. hs Dette	3 916	2 000	1 000	1 000	2 000	2 000	2 000
Emprunt	2 400	959	491	628	1 494	1 280	1 177
Surplus de Ch Fct	0	0	-68	-142	-217	-294	-375
Variables de pilotage	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Taux TH	19,07%	19,07%	19,07%	19,07%	19,07%	19,07%	19,07%
Encours (31.12)	10 318	10 494	10 144	9 938	10 552	10 859	10 979
Ep brute	1 156	1 046	955	955	1 135	1 297	1 485
Encours (31.12) / Ep brute	8,9	10,0	10,6	10,4	9,3	8,4	7,4

Comme le montre le modèle **Regards**, les éléments fondamentaux de l'équilibre durable peuvent se décliner sous la forme suivante : un délai de désendettement autour de 7 ans ; une épargne nette au moins stabilisée à hauteur de 400 K€, un investissement annuel hors dette avoisinant 1,5 M€, financé par un emprunt de 1 M€ maximum ; des charges de fonctionnement courant strictes n'évoluant pas au-delà de 0,2% par an hors inflation ce qui est proche du gel en valeur.

- ■□■□■ -

Tableau d'analyse multicritère

K€	DI hs annuité en capital	Emprunt	Ch fct courant strictes	Prod fct	Taux TH	Taux TH	Encours (31.12)	Encours (31.12) / Ep brute	Ep nette
	Moyenne	Moyenne	Evol° réelle moyenne	Evol° réelle moyenne	Evol° totale	Valeur	Montant	Valeur	Montant
Sim.	2015-2020	2015-2020	2014-2020	2014-2020	2014-2020	2020	2020	2020	2020
1	2 000	2 854	3,8%	0,2%	0,0%	19,07%	20 952	-20,2	-2 548
2	2 000	1 594	0,8%	0,2%	0,0%	19,07%	14 042	13,7	-195
3	1 167	716	0,8%	0,2%	0,0%	19,07%	9 320	8,1	151
4	2 000	1 337	0,0%	0,2%	0,0%	19,07%	12 607	8,3	359
5	1 667	1 005	0,2%	0,2%	0,0%	19,07%	10 979	7,4	427
2013	5 401	2 750	9,6%	2,1%	0,0%	19,07%	8 658	6,2	887
2014	3 916	2 400	4,4%	1,4%	0,0%	19,07%	10 318	8,9	416

	Très favorable
	Moyennement favorable
	Défavorable

Tableau comparatif pluriannuel

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Sim. 1							
DI hs annuité en capital	3 916	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Ch fct courant strictes [Evol° réelle]	4,4%	3,8%	3,8%	3,8%	3,8%	3,8%	3,8%
Taux TH [Evol°]	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Encours (31.12) / Ep brute	8,9	15,4	47,2	-88,1	-37,3	-25,3	-20,2
Ep nette	416	-80	-602	-1 102	-1 532	-2 014	-2 548
Sim. 2							
DI hs annuité en capital	3 916	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Ch fct courant strictes [Evol° réelle]	4,4%	-0,1%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
Taux TH [Evol°]	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Encours (31.12) / Ep brute	8,9	10,0	12,7	15,4	15,0	14,5	13,7
Ep nette	416	264	45	-111	-145	-175	-195
Sim. 3							
DI hs annuité en capital	3 916	2 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Ch fct courant strictes [Evol° réelle]	4,4%	-0,1%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
Taux TH [Evol°]	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Encours (31.12) / Ep brute	8,9	10,0	11,5	12,5	11,0	9,5	8,1
Ep nette	416	264	45	-26	20	77	151
Sim. 4							
DI hs annuité en capital	3 916	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Ch fct courant strictes [Evol° réelle]	4,4%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Taux TH [Evol°]	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Encours (31.12) / Ep brute	8,9	10,0	11,4	12,3	10,8	9,5	8,3
Ep nette	416	264	131	74	150	243	359
Sim. 5							
DI hs annuité en capital	3 916	2 000	1 000	1 000	2 000	2 000	2 000
Ch fct courant strictes [Evol° réelle]	4,4%	-0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Taux TH [Evol°]	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Encours (31.12) / Ep brute	8,9	10,0	10,6	10,4	9,3	8,4	7,4
Ep nette	416	264	113	121	255	325	427

ANNEXE

Les points clés des hypothèses prospectives (2014 - 2020)

1 – Données nationales principales :

- ◆ L'inflation (et l'actualisation des bases) annuelle est de : **1,30%** /an
- ◆ L'enveloppe normée nationale diminue de (ponction RCP) : **12,5 Mds €** Total
- ◆ La DAJ (compensations fiscales ajustées) chute en tout de : **- 92%** Total
- ◆ La DGF nationale (avant ponction RCP) baisse de : **- 4,3%** /an
- ◆ La DSU nationale évolue de : **+ 5,1%** /an
- ◆ La DNP nationale évolue de : **1,2%** /an
- ◆ Un FPIC national atteint en 2019 (pessimiste) : **681 M€** Total

Les points clés des hypothèses prospectives (2014 - 2020)

2 – Eléments locaux : simulation de référence (n°2)

- ◆ Programme d'équipement annuel (2014-2020) : **2 M€** moy./an
- ◆ Taux de subventionnement moyen des dépenses d'équipt TTC : **8 %** total
- ◆ Evolution réelle annuelle réelle des CHF courant strictes de : **0,7%** /an
- ◆ DSC versée égale chaque année à : **48 K€** /an
- ◆ Progression physique annuelle des bases nettes TH et FB de : **2,1% (TH) et 3,0% (FB)** /an
- ◆ Des emprunts contractés (en rapport avec l'inflation) à : **3,2% sur 15 ans**
- ◆ Une population DGF progressant par an de : **+ 50 hab.** /an



Objectiver la décision publique

Notre métier, c'est construire des méthodes et des outils d'analyse ou de prospective objectivant la décision stratégique territoriale. Nous avons constitué une équipe indépendante d'économistes passionnés par l'analyse, l'ingénierie informatique de décision et le conseil en économie financière publique.



■ Ressources Consultants Finances

La société regroupe une quarantaine de spécialistes de la conception de méthodes et d'outils voués à l'analyse, l'aide à la décision et la prospective financière des collectivités locales. Ses ingénieurs économistes interviennent dans de nombreux grands chantiers d'analyse, de programmation, de prospective ou d'évaluation. L'équipe d'experts s'est illustrée dans des rapports de recherche sur les systèmes possibles de répartition des concours financiers de l'État ou dans des travaux sur les méthodes de prospective et de programmation pluriannuelle. Ces méthodes sont enseignées, à l'Université et dans les grands séminaires de la Maison de la Chimie, par Yann Le Meur et Éric Julla.

Yann LE MEUR,
Président - Directeur Général



La rencontre féconde entre ces économistes des finances locales et le bureau d'ingénierie informatique créé par l'entreprise a permis la réalisation de logiciels interactifs d'aide à la décision stratégique réputés pour leur performance et leur fiabilité. Ces logiciels de prospective (*REGARDS*, *PROFIL*) et d'analyse territoriale (*REPÈRES*, *A2f*) sont utilisés dans près de 500 collectivités.

www.ressources-consultants.eu

SOCIÉTÉ D'ÉTUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES - www.ressources-consultants.eu
Siège : 16, rue de Penhoët - 35000 RENNES - Tel. 02.99.78.09.78 - Fax 02.99.78.09.79 - rennes@ressources-consultants.fr
Direction Sud : 8 rue Jules de Ressaiguier - BP 60813 - 31008 TOULOUSE Cedex 6 - Tel. 05.62.47.47.20 - Fax 05.62.47.47.21 - toulouse@ressources-consultants.fr
Antenne Paris : 36, rue Liancourt - 75014 PARIS - Tel. 01.40.64.83.40 - Fax 01.40.47.50.21 - paris@ressources-consultants.fr
S.A. au capital de 517 680 Euros - N° SIRET 381 681 527 00085 - RCS RENNES 94 B 81



Reflets

Regards reflète la capacité d'une équipe, regroupant économistes et informaticiens, à gérer et simplifier la formidable complexité des finances locales.

Epousant une philosophie d'ouverture et de liberté, nos ingénieurs ont élaboré un outil, capable de transmettre notre savoir-faire et l'intelligence économique de notre entreprise, au sein d'un univers de dialogue informatisé, qui revêt des qualités d'interactivité, de rapidité, d'expertise et de liberté.

Cet univers s'appelle **Regards**.

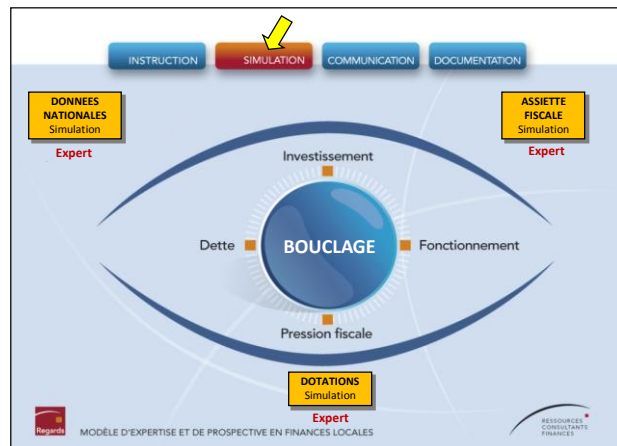
Logiciel d'analyse et prospective en finances locales

Boussole de votre stratégie,
le modèle **Regards** mesure l'impact financier et fiscal de votre projet.

- Regards :**
- ↳ Teste
 - ↳ Clarifie
 - ↳ Expertise
 - ↳ Personnalise
 - ↳ Communique

Système interactif et souple, **Regards 3** réagit instantanément à la modification d'une variable, permettant de tester en temps réel la sensibilité financière de vos scénarios.

Regards simule l'évolution nationale des finances locales en reconstituant constamment le système d'équations de calcul des dotations de l'Etat. Il teste la sensibilité de vos dotations individuelles aux évolutions nationales des concours financiers.



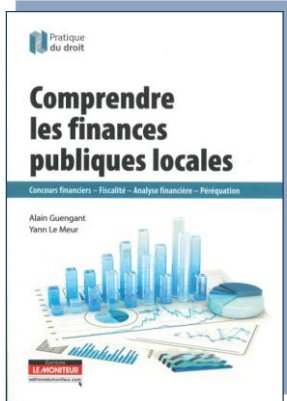
312 collectivités utilisent Regards : 58 communes < 15.000 habitants – 43 communes de 15 à 30.000 habitants – 56 communes de 30 à 100.000 habitants – 19 communes > 100.000 habitants – 9 communautés urbaines – 60 communautés d'agglomération – 30 communautés de communes – 34 conseils généraux et régionaux – 3 autres.

www.ressources-consultants.eu

SOCIÉTÉ D'ÉTUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES - www.ressources-consultants.eu
Siège : 16, rue de Penhoët - 35000 RENNES - Tel. 02.99.78.09.78 - Fax 02.99.78.09.79 - rennes@ressources-consultants.fr
Direction Sud : 8 rue Jules de Ressaiguier - BP 60813 - 31008 TOULOUSE Cedex 6 - Tel. 05.62.47.47.20 - Fax 05.62.47.47.21 - toulouse@ressources-consultants.fr
Antenne Paris : 36, rue Liancourt - 75014 PARIS - Tel. 01.40.64.83.40 - Fax 01.40.47.50.21 - paris@ressources-consultants.fr
S.A. au capital de 517 680 Euros - N° SIRET 381 681 527 00085 - RCS RENNES 94 B 81

Comprendre les finances publiques locales

« Comprendre les finances publiques locales », co-écrit par Alain Guengant et Yann Le Meur, est sorti aux éditions du Moniteur. Cette publication, qui contient une partie des cours dispensés par les auteurs à la faculté des sciences économiques de Rennes I, traite des questions majeures auxquelles sont confrontés les acteurs de la gestion et de la décision publiques locales.



Recul de l'autonomie fiscale, diminution des moyens financiers octroyés par l'Etat au monde territorial, redéploiement des recettes fiscales entre collectivités, etc., les repères que s'étaient progressivement bâtis les élus locaux doivent se reconstruire.

Dans ce contexte difficile et complexe, **Comprendre les finances publiques locales** fournit une **analyse complète et exhaustive** permettant aux collectivités :

de maîtriser les rouages du système financier territorial, de comprendre les mécanismes variés expliquant l'évolution et la répartition des concours financiers de l'Etat,

et enfin d'appréhender le fonctionnement systémique de la coopération intercommunale régissant les relations financières entre un groupement et ses communes.

Construit en cinq parties, l'ouvrage traite des concours financiers de l'Etat aux collectivités, des règles relatives à la fiscalité, du fonctionnement systémique intercommunal, de l'analyse financière et des mécanismes de péréquation.

Enrichi de schémas et de tableaux d'analyse synthétique, il constitue un outil incontournable pour les professionnels de la finance locale et une aide à la compréhension du sens et des arcanes des finances locales.



Alain Guengant est directeur honoraire de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), membre de l'Observatoire des finances locales et consultant international en finances publiques (ONU-PNUD). Enseignant durant de nombreuses années dans les Universités de Rennes I, de Rennes II, des Antilles et de la Guyane, il est chargé de conférences à l'Institut national des études territoriales (INET).



Yann Le Meur est professeur associé à la faculté des sciences économiques de Rennes 1 et dirige l'équipe de Ressources Consultants Finances, société d'études, recherche et prospective en finances locales. Concepteur historique du modèle *Regards de* prospective financière et d'aide à la décision, il intervient dans de nombreux chantiers d'expertise financière locale consacrés notamment à la péréquation.

Les deux auteurs présentent dans l'ouvrage le cours de finances locales dispensé dans le master II « Conseil en évaluation et analyse financière publique » de la faculté des sciences économiques de l'Université de Rennes I.

EDITIONS
LE MONITEUR

Editions du moniteur - Case 61 – 17, rue d'Uzès - 75018 PARIS CEDEX 02 –
Tél. : 01.40.13.30.30 - www.editionsdumoniteur.com